

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F
Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 336
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
1^{er} au 14 mai 1981

1^{er} MAI :

Rouge et internationaliste !

Ce 1^{er} mai coïncé entre les deux tours des élections présidentielles est tout un symbole. C'est celui de la lutte prolétarienne, canalisée vers le marais des élections bourgeoises, endiguée et dénaturée pour servir de force de manœuvre aux cliques bourgeoises opposées.

Dans l'atmosphère étouffante de la France dont la « bande des quatre » appelle à reconstruire la puissance

Les quelques courants politiques qui avaient pu hier encourager la lutte ouvrière en s'opposant aux partis et aux appareils de la gauche réformiste et social-impérialiste sont aujourd'hui rentrés dans le rang ou se sont désagrégés dans la révolte individualiste, laissant les prolétaires désemparés.

Liant les réactions ouvrières à un enthousiasme tout à fait justifié pour les révolutions anticoloniales, mais prenant à tort ces dernières pour des révolutions prolétariennes et attendant d'elles qu'elles donnent de « nouveaux modèles » de socialisme qui remplacent le sinistre « modèle russe », ces courants ont pris quelque force pour engager le fer avec l'ordre établi. Mais c'était sans rien abandonner des « principes éternels » de la démocratie, de la nation, sans rompre avec la manie des fronts interclassistes, armes plus que rouillées pour s'attaquer à la domination de classe de la bourgeoisie. Et l'alignement sur l'ordre établi impérialiste des « modèles » naguère adulés, chinois, cubain, vietnamien ou autres, a fini par plonger ces courants soixante-huitards dans un profond désarroi.

Tandis qu'une génération de prolétaires

combattifs se recroqueville dans une expectative paralysante, la bourgeoisie, elle, n'attend pas : elle restructure, exige de nouveaux sacrifices, précarise à tour de bras, cherche à exciter la haine entre les catégories, les sexes, les nationalités et les âges, poussant chaque prolétaire à un sauve-qui-peut généralisé pour sauver ses « acquis » sur le dos du voisin. En même temps, elle renforce ses polices, perfectionne son arsenal juridique, huile ses mécanismes répressifs. Et tout cela se fait avec l'appui total des partis soi-disant ouvriers sous couleur de défense de l'économie nationale ou de la sécurité des citoyens.

Le besoin objectif de la lutte est si fort, et la lutte collective elle-même si faible, que la révolte prend nécessairement des formes extrêmement inattendues, défigurées comme les réactions de type régionaliste, des formes désespérées, excitatives et terroristes, qui devront se développer d'autant plus que la lutte tarde, ou bien se porte sur des secteurs où, comme dans le logement ou les quartiers, elle profite avec intelligence de la résistance moindre de l'encadrement immédiat du réformisme social-impérialiste.

déclinante, aujourd'hui par le travail et les sacrifices et demain s'il le faut en versant à nouveau son sang, tout semble fait aujourd'hui pour accroître la « morosité » des prolétaires qui veulent lutter pour leur classe : le pays s'enfoncé irrésistiblement dans la crise économique, le chômage fait des bonds, les prix s'envolent, l'insécurité grandit, la précarité s'étend, mais les luttes refluent.

Cependant, pourvu que l'on ôte les œillères tricolores constamment disposées par la presse et la propagande bourgeoises, les luttes ouvrières dans le monde peuvent donner aux prolétaires combattifs l'oxygène pour tenir bon et les raisons d'espérer qui ne viennent pas encore des luttes dans l'hexagone.

DANS CE NUMERO

- Réduction du temps de travail, pas des salaires
- PC-PS : leur programme commun
- Tunisie : le jeu de l'impérialisme
- Salvador : les racines de la violence
- Le militantisme communiste
- Vie du Parti.

Comme il est naturel, les élans sont plus puissants là où les conséquences de la crise sont plus catastrophiques, et où le capitalisme a créé une classe ouvrière totalement démunie de réserves, à la différence des pays impérialistes, et où parfois la participation aux luttes anticoloniales vient encore aiguïser la combati-

(Suite page 2.)

La bourgeoisie commence à avoir peur

En livrant le Pays basque à la soldatesque, la démocratie espagnole n'a pas fait que donner un os à ronger à la hiérarchie militaire, afin de la rassurer sur la valeur de sa haute mission de maintien de l'ordre. Elle n'a pas non plus répondu aux « exigences de la lutte contre le terrorisme », comme nous l'avons montré dans le numéro précédent de ce journal, pour la bonne raison qu'il y a davantage de terrorisme et de prisonniers politiques en Italie, sans qu'on recoure pour autant à l'état de siège, même si des milliers de carabinieri sont mobilisés en permanence. La vraie raison est que la bourgeoisie espagnole tente de prévenir, par l'intimidation et la terreur, une révolte sociale à laquelle pousse la lente mais irrésistible détérioration de la situation économique et sociale, parce qu'elle sait que ses mensonges démocratiques ont des limites.

De l'autre côté de l'Europe démocratique, la mort de Sigurd Debus dans les prisons allemandes a fait craindre à la bourgeoisie ce qui est officiellement présenté comme « une vague de violence déclenchée par les sympathisants de la RAF ». On prétendait avoir complètement détruit le terrorisme, et voilà que, tel un phoenix, il renaît de ses cendres pour venir hanter les nuits de la bourgeoisie d'Outre-Rhin !

La vérité est que le capitalisme produit nécessairement la révolte, que le terrorisme excitatif est une expression de cette révolte contre le terrorisme de l'Etat bourgeois, une expression et un indice du retard de la lutte collective prolétarienne qu'il appelle. La bourgeoisie a beau prétendre constamment du terrorisme — parmi d'autres bonnes raisons — pour renforcer ses moyens d'intimidation et de répression : c'est contre l'ensemble de la révolte sociale qu'ils sont dirigés, comme le montre l'exemple de l'Italie où tout ce qui bouge, tout ce qui lutte, tout ce qui refuse les sacrifices pour l'économie nationale ou fait le moindre accroc à la paix sociale est dénoncé comme terroriste.

(Suite page 3.)

Réduction du temps de travail, pas des salaires !

Du temps pour vivre... Développement de l'individu... Libre choix, harmonieuse organisation des loisirs... On a entendu tout cela un peu partout à travers le cliquetis des promesses électorales. Tentant n'est-ce pas ? Qui ne serait pas prêt à consentir, dans ce but, à une réduction des consommations parasitaires, comme disent nos braves écologistes, voire à une « négligeable » entame sur le salaire ?

Mais la réalité est tout autre. Tandis que la réduction légale générale de la durée du travail, les fameuses négociations autour du plan Giraudet qui ont occupé la scène entre 1979-80, sont renvoyées aux oubliettes, ce qui se passe un peu partout dans l'industrie, à travers la réduction des heures de travail à la discrétion des patrons et selon les besoins de l'industrie, c'est la réduction autoritaire des salaires souvent en dessous du minimum vital.

Pour leur faciliter les choses, les lois de 1980 ont préparé l'allègement des charges sociales pour les employeurs de travailleurs à temps partiel. Toute une propagande est faite pour pousser les femmes à accepter ce système ou, carrément, à renoncer à tout emploi : à quand le retour aux lois pétaïnistes réservant l'emploi au « chef de famille » ? En réalité, si ce n'est pas dans la loi, c'est déjà dans les faits : dans les petites entreprises de l'Ouest, par exemple, les patrons mettent couramment le marché en mains aux couples travaillant dans la même entreprise : l'un des deux, et de pré-

(Suite page 4.)

Les racines de la violence au Salvador (1)

Selon des chiffres officiels, il y a eu en 1980 10.000 victimes de la terreur au Salvador (sur une population de 4,5 millions d'habitants). Durant les deux premiers mois de 1981 le chiffre a atteint 3.000, sans compter les victimes des affrontements armés. Quant aux réfugiés qui ont fui au Honduras, au Costa-Rica et au Mexique pour échapper à la violence, ils s'élèvent à 100.000.

Selon une publication des Jésuites du Salvador (1), sur 406 personnes exécutées pour des raisons politiques entre janvier et juin 1979, 148 étaient sans profession identifiée, 107 étaient paysans, 61 ouvriers, 44 étudiants, 26 instituteurs, 12 guérilleros, 6 membres de

La situation à la campagne est décrite efficacement dans un article de la revue *Estudios sociales centroamericanos*, n° 25 (janvier-avril 1980), intitulé significativement : « Mouvement paysan ou lutte du prolétariat rural au Salvador ? ». On peut y lire : « Durant les dernières années, la lutte du paysan salvadorien s'est intensifiée, en prenant des formes différentes historiquement de celles des mouvements paysans latino-américains traditionnels. Ils n'occupent pas les terres des plantations [...]. Les luttes se concentrent plutôt dans la revendication de meilleurs salaires et prestations et exigent de bas taux de fermage [...]. L'organisation et les méthodes qu'elles utilisent ne sont pas celles communément utilisées par les paysans, mais ressemblent à celles du prolétariat urbain. »

La grande combativité du prolétariat et du semi-prolétariat agricoles est le résultat direct de la prolétarianisation sociale massive des paysans salvadoriens au cours des deux dernières décennies. Tandis que les prolétaires agricoles sans terre constituaient 11,8 % de la population en 1961, ils en constituaient 29,1 % en 1971 et 40,9 % en 1975. Les semi-

professions libérales et 2 ecclésiastiques. Sur un total de 307 emprisonnés pour des raisons politiques, 129 étaient paysans, 85 sans profession identifiée, 49 ouvriers, 26 étudiants, 14 instituteurs, 2 ecclésiastiques et 2 membres de professions libérales. Il n'est pas hasardeux de supposer que la majorité des victimes ou des emprisonnés « sans profession identifiée » correspond à des masses prolétariées et paysannes. De toute façon la majorité des victimes est constituée par des ouvriers, des paysans et des instituteurs. La conclusion est évidente : la cible principale de la terreur d'Etat est constituée par les travailleurs de la ville et des champs, y compris les masses prolétariées qui s'entassent dans les bidonvilles.

tion de la situation du paysan travailleur salarié. En tant que tel, il recevait un salaire inférieur aux exigences de sa conservation et de sa reproduction, puisqu'une partie de ces exigences était couverte par la production de la famille dans son unité domestique. Dans la situation actuelle, ces familles doivent exercer une grande partie de leurs activités en dehors de l'unité domestique » (ibid.). On ne doit pas oublier d'autre part qu'en 1971 le pourcentage de chômage à la campagne pendant l'hiver était de 47,7 %.

Cette évolution accélérée a poussé le prolétariat agricole à la lutte et à l'organisation. « Pour lutter pour ces intérêts, particulièrement pour obtenir une augmentation du salaire minimum et de meilleures conditions de vie, les semi-prolétaires de la campagne se sont organisés. L'organisation la plus importante est la Fédération chrétienne des

(1) *Estudios centroamericanos*, n° 369-370, juillet-août 1979, p. 566.

(Suite page 3.)

Le PC et le PS ont bien leur programme commun

Le seul véritable reproche que la bande des trois a adressé au quatrième tout au long de la campagne électorale, c'est d'avoir affaibli la France. Cette critique devient même une accusation dans la mesure où le début du septennat de Giscard a coïncidé avec l'ouverture de la crise à l'échelle mondiale. Au moment donc où tous les Etats se mobilisent pour faire face à une concurrence acharnée, celui qui a officiellement la charge de défendre les intérêts de la France n'aurait pas rempli ses fonctions. Aussi faut-il renforcer le capitalisme français sur le plan économique, l'armer au maximum contre ses concurrents sur le plan militaire.

A gauche donc, le nationalisme économique fait rage. Le PC comme le PS sont pour la reconquête du marché intérieur — d'où la nécessité de produire en France au lieu d'importer des produits étrangers. Ils sont pour la conquête des marchés extérieurs, du côté des pays de l'Est, du Tiers-Monde, mais aussi des pays développés, Etats-Unis, Allemagne, Japon, qui sont les principaux concurrents du capitalisme français et avec lesquels les échanges commerciaux sont déficitaires. Ils sont donc pour la « modernisation à tous crins de notre appareil productif », comme dit Chevènement le socialiste, pour la « percée de l'économie française » comme dit encore le PS, pour « développer, investir, créer, produire français » comme dit le PC. Depuis sept ans Giscard n'a rien fait d'autre que de restructurer l'appareil de production national, couper ici, tailler là, regrouper et concentrer ailleurs. Cela ne suffit pas, clame la gauche dans son délire patriotique. Pour battre le voisin, il ne faut pas seulement intégrer les nouvelles technologies, développer les industries de pointe, l'électronique ou l'informatique. Il faut aussi développer les anciennes, même celles qui sont en crise précisément à cause de la restructuration, la sidérurgie, le textile, les chantiers navals ! Il ne faut pas développer que l'industrie, il faut aussi développer l'agriculture, la pêche, le bâtiment, les travaux publics, tout ce qui peut rapporter des sous, vendre de la nourriture au Tiers-monde affamé mais aussi à l'Europe repue, des produits manufacturés aux pays en voie de développement mais aussi aux autres : des voitures aux Japonais, des ordinateurs aux Etats-Unis, des machines-outils aux Allemands, et donc surexploiter les travailleurs pour être compétitif ! Giscard veut-il « placer la France au premier rang des nations industrielles », « faire de la France en 1988 un des trois pays

les plus avancés du monde derrière les Etats-Unis et le Japon » (Les Echos du 30 mars), Mitterrand lui répond que c'est là une « dérisoire ambition ». Que l'on peut, que l'on doit faire mieux, que la France est « depuis longtemps la troisième puissance industrielle du monde ». Il n'a pas osé dire que la France devait dépasser le Japon ou les Etats-Unis. Mais c'est cela qu'il voudrait. Que la France « soit le premier pays à sortir de la crise », « qu'on parle en 1988 avec fierté du modèle français » (Les Echos du 4 avril) ! Proletaires, à vos machines !

Que cette politique du renforcement du capitalisme français implique une aide accrue aux patrons, tout le monde l'a parfaitement compris : « Les entreprises françaises ont bien de la chance », écrit P. Fabra dans *Le Monde* du 18 mars. Pendant les quatre ans et neuf mois que M. Barre aura été au pouvoir, son objectif constant aura été de reconstruire leurs profits. M. Chirac leur a promis de quintupler l'aide fiscale aux investissements qui leur a été accordée par l'actuel premier ministre. C'est maintenant au tour de M. François Mitterrand de leur annoncer la bonne nouvelle qu'il leur donnera les moyens de résister à la compétition étrangère et aux visées des grands groupes qui cherchent à les réduire à l'état de sous-traitants ou de simples salariés.

Que cette politique de renforcement du capitalisme français implique des sacrifices accrus pour toute la classe ouvrière, tout le monde — même l'« extrême gauche » qui appelle à voter Mitterrand au premier ou au second tour — l'a compris aussi. « Je vous appelle au combat », a crié le porte-parole du PS dans un meeting à Caen, ensuite à la victoire, ensuite à l'effort consenti ». L'« extrême gauche » aurait-elle la surdité sélective ? Quelques jours plus tôt, à la télé, Mitterrand avait promis qu'une de ses premières mesures, une fois élu, serait de faire établir le bilan du septennat « pour rendre moins rudes les décisions » qu'il aura à prendre.

**

Il ne suffit pas de renforcer le capitalisme français sur le plan économique pour le rendre compétitif et agressif vis-à-vis de ses concurrents. Il faut aussi le renforcer militairement.

La défense de la France repose sur trois éléments : la force nucléaire, dite de « dissua-

sion » (bombes atomiques et « vecteurs », missiles, avions, sous-marins), les armes conventionnelles, les forces d'intervention extérieures. Le budget de la défense ne cesse de croître : pour l'année en cours il représente 104 milliards de francs, 3,80 % du PNB. La France ne cesse de moderniser son armement : Giscard a annoncé cette année la construction de la bombe à neutrons et d'un missile mobile. Eh bien, pour la gauche, ce n'est pas suffisant. On peut et on doit faire mieux.

Un mot d'abord sur le désarmement. La gauche est pour, bien sûr. Elle est contre la course aux armements, mais les choses étant ce qu'elles sont et les autres ne voulant pas désarmer, vous ne voudriez quand même pas que la France désarme la première ? Elle est donc obligée de s'armer, mais uniquement pour assurer sa sécurité, pour maintenir la paix, bien entendu, et non pas, comme l'annonçait Giscard dans son message du nouvel an 1980, parce qu'il y a des risques de guerre.

C'est ce même souci des réalités qui a amené la gauche à se rallier à la force de frappe. Avant, elle était contre, maintenant elle pour. Le PC parce que l'Allemagne peut avoir la bombe un jour ou l'autre, le PS parce qu'il n'est plus sûr du parapluie américain.

Voici donc la gauche d'accord pour l'armement nucléaire, et aussi pour le maintenir en état. La voilà donc d'accord sur tout avec la droite. En effet, pour les uns comme pour les autres il faut accroître le potentiel militaire du pays. Il faut poursuivre la modernisation de la force de frappe : accroître le nombre des sous-marins nucléaires (1 pour le PC, 2 pour le PS — une dizaine, il est vrai, pour le RPR), améliorer les Pluton du plateau d'Albion, remplacer le Mirage IV « arrivant en fin de carrière », comme dit le PC. Et tout cela, bien entendu, doit se faire sans négliger les forces conventionnelles ou les forces d'intervention extérieure. Ces dernières, chargées en particulier de la défense des intérêts de l'impérialisme français (et chargées notamment, comme dit le PS, de « porter secours à nos concitoyens menacés à l'étranger », comme à Kolwezi), ont besoin d'un avion de transport qui les rende capables « d'agir vite et loin », comme dit encore le PS (quant au PC, quand on parle de ces forces « le problème n'est pas tant leur capacité opérationnelle que leur signification et leurs missions » : elles ne doivent pas servir pour le rôle de gendarme que joue la France en Afrique et dans l'Océan

indien ; mais alors à quoi peuvent-elles bien servir ?).

En fait du point de vue quantitatif, la différence entre la gauche et la droite est minime. Certes le PS ne serait pas scandalisé que le budget de la défense atteigne 4 % du PNB, mais Chirac vise lui les 5 % et si Giscard est réélu on ne va sûrement pas en rester à 3,8 %. Certes le PS est pour « une meilleure répartition des priorités, des choix plus rigoureux », car « hormis certaines unités professionnelles, nos forces sont mal équipées et mal entraînées », certes le PC trouve que la « modernisation des forces armées de terre, de l'air et de mer est un échec total » et estime que même avec 3 % du PNB on peut avoir « un meilleur fonctionnement et un meilleur armement des forces militaires », mais si vraiment l'armée française est dans cet état la bourgeoisie peut remplacer Giscard par Chirac, ou même pousser Giscard à faire mieux. Non, l'avantage est ailleurs. Il tient au fait que la gauche peut « réconcilier l'armée et la nation » et dans les moments décisifs — les seuls qui comptent — lancer contre l'ennemi la « nation en armes ». « Une défense, même fondée sur des moyens matériels perfectionnés, n'est rien si elle ne s'appuie pas d'abord sur la résolution de la Nation toute entière » (François Mitterrand propose, rubrique Défense). Il faut « démocratiser » le service militaire, lui répond Marchais en écho. « Seule une armée de conscription émanant du peuple et directement liée à lui, peut assurer la sécurité de notre pays et sauvegarder son indépendance » (L'Humanité du 10 avril).

Il est vrai que la gauche a parfois été antimilitariste. Tout cela c'est le passé, comme dit Rocard : « La naissance du mouvement ouvrier organisé à la fin du XIX^e et au début du XX^e s'accompagna d'une solide dose d'antimilitarisme ». Mais « la Seconde guerre mondiale et la Résistance » ont scellé « les retrouvailles de la gauche et de la volonté de défense nationale » (Combat socialiste, 17 avril). En clair : la gauche est plus militariste que la droite.

**

Les travailleurs, les prolétaires n'ont rien à voir dans tout ça. Ils n'ont pas de patrie. Ils ne la défendent ni économiquement ni militairement. Ils ne défendent que leurs intérêts indépendants de classe, contre la bourgeoisie et ses lieutenants au sein du prolétariat.

1^{er} mai rouge et internationaliste

(Suite de la page 1)

tivité sociale : il n'est pas de mois sans qu'une révolte, une émeute, une grève n'éclate en Egypte ou au Pérou, en Tunisie ou en Corée, en Turquie, au Sénégal ou en Chine. Et cette combativité pénètre les métropoles impérialistes elles-mêmes par le canal de l'immigration ouvrière.

Déjà par endroits ont pu se dégager après les premières émeutes des minorités qui se sont mises à préparer les luttes, et de grands mouvements organisés démontrent alors la force de la classe ouvrière, lui permettent de retrouver confiance en elle-même. C'est le cas des luttes qui se développent aujourd'hui en Algérie, mais surtout en Pologne, où la lutte prolétarienne est réintroduite à grande échelle au cœur de la vieille Europe bourgeoise.

La voilà, la voie à suivre pour se défendre contre les effets du capitalisme et l'offensive bourgeoise, pour arracher des conditions de vie, de travail et de lutte

Paris-Ouagadougou

Dans un tract du 25 mars 1981, la Section de Grenoble de l'Association des Etudiants Voltaiques en France fait état d'arrestations de militants soupçonnés d'appartenance au PCR (Parti communiste révolutionnaire voltaique, pro-albanais) : 3 professeurs le 28 février à Bobo-Dioulasso, 3 professeurs et 3 travailleurs à Ouagadougou les 5 et 6 mars, ainsi que des élèves et étudiants à la même période. Le même tract dénonce les mesures répressives et racistes de la bourgeoisie impérialiste française vis-à-vis des étudiants étrangers.

Il est évident que l'oppression et la répression en Haute-Volta et en France ne font qu'un, comme la lutte contre l'Etat voltaique ne fait qu'un avec la lutte contre l'impérialisme français, l'ennemi commun de la classe ouvrière de la métropole et des masses exploitées de Haute-Volta et d'Afrique noire.

moins bestiales : c'est la voie de l'organisation et de la préparation des luttes. Et on est là à cent lieues des voies électorales et parlementaires !

Mais la vague de luttes prolétariennes qui monte apporte bien d'autres leçons encore. Dès que la lutte atteint une certaine ampleur, comme c'est le cas en Pologne, et dans une mesure moindre au Brésil, on voit comment les anticorps et les amortisseurs mis en place par la société bourgeoise, comme les « ouvertures démocratiques », les « alternances politiques » ou la participation à la gestion de l'entreprise ou de l'économie nationale, peuvent entraver la lutte et même la bloquer.

Pour éviter une telle issue, la lutte de défense ouvrière doit se relier à une perspective politique révolutionnaire qui refuse toute subordination des intérêts de classe à ceux de l'économie nationale et de l'Etat capitaliste, toute collaboration avec les forces de l'ordre bourgeois déguisées en opposition démocratique et faussement « ouvrière ». De façon puissante et irrésistible, l'histoire elle-même remet à l'ordre du jour non seulement le besoin général de la conquête du pouvoir par le prolétariat, mais l'obligation de s'y préparer pour ne pas crouler sous les ruines du capitalisme en crise.

Cette voie, ce n'est pas la voie des « modèles du socialisme », celle de la « révolution facile », la révolution avec les partis réformistes, avec la démocratie, mais celle du retour à Lénine et à Marx, au programme du communisme véritable, antimerchant et internationaliste, qui exige la dictature, la terreur, l'insurrection et la guerre civile, et le parti capable de les guider victorieusement.

Préparer la révolution mondiale et son parti, et non pas les élections, les combinaisons parlementaires et les blocs politiques, telle est la tâche des prolétaires d'avant-garde et des révolutionnaires véritables.

Voilà la signification du 1^{er} mai rouge et internationaliste, du 1^{er} mai prolétarien qui est le nôtre.

En Tunisie, le jeu de l'impérialisme derrière la farce du « multipartisme »

Depuis quelques mois la bourgeoisie tunisienne fait miroiter aux yeux des masses une « ouverture » politique de nature à amortir le mécontentement social que l'austérité et la répression croissantes ne font qu'attiser chaque jour davantage. Il est évident que la démocratisation des « institutions républicaines », tant réclamée par les politiciens démocrates du type A. Mestiri et Belkhdja (qui étaient, soit dit en passant, ministres respectivement de la défense et de l'intérieur) n'ont absolument pas de quoi faire peur au régime.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'à l'ouverture du Congrès extraordinaire du 10 avril 1981 Bourguiba ait donné le feu vert au « multipartisme » en Tunisie. Bien sûr, il a précisé que ce « tournant démocratique » n'entrera en vigueur qu'à la condition que « toutes les forces vives de la société » s'entendent sur une « Charte nationale » qui stipulerait le respect de la Constitution, la sauvegarde de l'« intérêt supérieur du pays », le rejet de la violence et de la lutte de classe, et de toute « dépendance matérielle ou idéologique » par rapport à l'étranger. A côté du Mouvement des Démocrates Sociaux (MDS) et du Mouvement de l'Unité Populaire (MUP), mouvements bourgeois dirigés par des anciens ministres, qui se sont déclarés favorables à cette « ouverture », notons la position du PC tunisien dont le secrétaire, Mohamed Harmel, a déclaré : « C'est extrêmement positif. Il s'agit d'une reconnaissance officielle et solennelle du pluralisme politique » (Le Monde des 12-13 avril 1981).

Naturellement, l'« ouverture » actuelle ne contredit absolument pas la politique expéditive et la répression féroce par lesquelles la bourgeoisie a répondu aux masses exploitées en révolte, le 26 janvier 1978 ou à l'occasion de l'opération de Gafsa en janvier 1980. Bien au contraire. Il s'agit d'une démocratisation de façade pour mieux canaliser et stériliser la colère des masses. C'est pourquoi elle devait être précédée d'une opération de « nettoyage » comme celle qui a suivi la grève générale de janvier 1978.

Or, comme nous l'avons montré à plusieurs reprises, le rôle contre-révolutionnaire des impérialismes français et américain en Tunisie n'est un secret que pour ceux qui se

bouchent les yeux. A la suite des émeutes de janvier 1978, la flotte française croisait au large de Carthage ; ne parlons pas des conseillers dépêchés sur place au titre de la « coopération » militaire. A la suite des événements de Gafsa, la France a envoyé trois bâtiments de guerre croiser au large du golfe de Gabès ; un régiment professionnel de la 11^e division parachutiste a été mis en état d'alerte ; trois avions de transport Transall et deux hélicoptères de manœuvre Puma du 5^e régiment d'hélicoptères de combat de Pau ont été dépêchés sur les lieux ; le Centre opérationnel des Armées françaises, placé sous les ordres du chef d'état-major, s'est tenu en permanence informé des événements. L'impérialisme américain, pour sa part, a accéléré ses livraisons d'armes et augmenté son aide militaire à la bourgeoisie tunisienne. C'est que la Tunisie constitue objectivement un des points de verrouillage à l'Ouest de la route des champs pétroliers du Moyen-Orient. Et la concurrence qui existe entre les Etats-Unis et la France n'empêche pas qu'elle se divise le travail dans le cadre d'une logique impérialiste d'ordre et de brigandage : si la France a des « responsabilités particulières » dans ses anciennes colonies, les Etats-Unis ont une responsabilité au niveau de toute la Méditerranée !

Par delà la concurrence qui les oppose parfois, les « lobbies » français et américain au sein de l'appareil d'Etat tunisien (et notamment au niveau de la hiérarchie militaire), hier d'accord pour appeler leurs maîtres respectifs pour qu'ils les aident à réprimer le mouvement des masses en révolte, sont arrivés aujourd'hui à s'entendre sur une politique d'« ouverture » qui, tout en maintenant l'arsenal répressif prêt à se déclencher dans toute son ampleur, aurait l'avantage de préparer une succession sans douleur à Bourguiba, de nature à préserver leurs intérêts dans la région.

La seule attitude révolutionnaire consiste à dénoncer et à combattre la politique criminelle de l'impérialisme, et de l'impérialisme français en premier lieu, qui n'hésiterait pas à intervenir une fois de plus en Tunisie, le jour où la politique d'« ouverture » qu'il a chuchotée à la bourgeoisie locale s'avérerait incapable d'endiguer le flot de la colère des ouvriers et des masses exploitées.

Pour un parti de combat révolutionnaire

Pour le militantisme communiste

La notion de militantisme est aujourd'hui bien décriée. Elle est en butte aux sarcasmes des courants représentant un gauchisme soixante-huitard fatigué et déçu de l'insuccès des efforts que ses membres ont « personnellement consentis » pour une révolution qui tarde à venir et se montre si ingrate. Elle est également peu prise de courants de type autonome et anarchisant, qui réagissent à l'aplatissement de ce courant devant les partis réformistes en dénonçant la discipline d'organisation comme responsable de cette évolution qu'ils saisissent mal.

En réalité, le militantisme ne peut être considéré comme un facteur indépendant. C'est un facteur **dérivé** par rapport aux buts, aux principes, aux méthodes d'action et aux styles de travail des différents partis.

Un parti dont le but est la combinaison parlementaire, la gestion des municipalités, la recherche de planques dans les organismes sociaux de l'Etat ou de l'entreprise, ou la manœuvre dans les appareils syndicaux, bref la **réforme bourgeoise** agrémentée de quelques discours sur le socialisme à l'occasion de meetings ou de fêtes aussi inoffensives que rituelles, exige un certain type de militants et les produit quotidiennement.

Il en est de même pour une organisation qui ne se sent aucune responsabilité politique ou historique propre et ne vise qu'à pousser les partis soi-disant « ouvriers » à se faire violence en défendant les intérêts de classe du prolétariat contre la bourgeoisie, au lieu de faire découler, comme ces partis en ont l'habitude, le sort de la classe ouvrière de celui de l'économie nationale et de l'Etat capitaliste dans la jungle mondiale des appétits impérialistes : le **centrisme conciliateur** sélectionne des militants politiquement indécis et prêts au compromis, et finit par tuer toute spontanéité révolutionnaire chez les prolétaires qu'il influence.

A l'opposé, les organisations qui ont une **conception guérillériste** et « excitative » de la lutte politique peuvent exalter certaines vertus révolutionnaires, comme l'esprit de sacrifice ou le dévouement révolutionnaire, mais c'est en les opposant à la patience, à l'esprit de persévérance et de ténacité, tout aussi indispensables à la préparation révolutionnaire, et en mettant en valeur l'individu au détriment de la lutte collective organisée, ce qui est une autre manière de cultiver l'individualisme petit-bourgeois.

Le but du parti marxiste est diamétralement opposé à celui des partis réformistes : il est le renversement de l'ordre impérialiste mondial, fondé sur l'exploitation capita-

liste et l'oppression de classe, sur les antagonismes entre Etats et l'oppression des plus petits par les plus grands. Il est l'instauration de la société communiste, c'est-à-dire la mise en commun de toutes les ressources et de toutes les richesses, de tous les bras à l'échelle du monde, au service du développement de l'humanité entière.

Son but immédiat est, à la différence des courants conciliateurs, l'instauration de la dictature prolétarienne qui privera de tous leurs droits les classes dominantes par le moyen de l'insurrection armée menée s'il le faut contre des gouvernements démocratiques et « de gauche », et de la guerre révolutionnaire internationale.

Il se fixe donc pour tâche, contrairement aux partisans d'un « parti combattant » en fait réduit à une pure organisation militaire, la **préparation de la révolution** à partir des poussées de résistance quotidienne contre l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Cette préparation n'exige pas seulement un bon programme qui serve de boussole dans les tempêtes sociales. Elle exige aussi la conquête d'une influence sur les masses prolétariennes et un entraînement révolutionnaire, par lequel le parti gagne en énergie et en décision, en aptitude à combattre et à diriger la lutte. Cela ne s'acquiert que si le parti affronte l'ensemble de ses tâches révolutionnaires, et ne se limite pas à certaines d'entre elles.

Tâches théoriques et idéologiques de défense de la doctrine, d'illumination du chemin qui mène à la victoire, de critique de tous les courants et des forces qui affaiblissent la combativité du prolétariat, paralysent son action, et pèsent naturellement aussi sur l'avant-garde ouvrière et sur le parti révolutionnaire.

Tâches politiques, c'est-à-dire de lutte contre l'Etat capitaliste et toutes les manifestations de son oppression, depuis la répression des grèves jusqu'à la piraterie impérialiste, l'oppression nationale ou les crimes du militarisme ; lutte qui va de la simple protestation locale à l'action militaire qui culmine dans l'insurrection armée.

Tâches économiques, d'organisation du prolétariat et d'éveil à la lutte de classe à partir des épisodes de la résistance quotidienne à l'exploitation capitaliste, depuis la simple dénonciation ou l'arrêt de travail limité, jusqu'à la grève générale entraînant une branche entière de l'industrie ou un pays entier, qui devient ainsi un puissant levier de la lutte politique contre la bourgeoisie et son Etat.

Tâches d'organisation interne, car il est clair que pour affronter l'ensemble des tâches complexes et diversifiées qui précèdent, le parti doit se donner une structure capable de coordonner et de centraliser l'action des différents secteurs, de répondre avec le maximum de rapidité aux exigences de la lutte dans tel ou tel domaine ou à tel ou tel endroit, d'assurer les moyens matériels et logistiques de l'action, que ce soit pour la propagande et la presse, les lieux de réunions et de travail, de mettre en place une protection de l'organisation et de ses militants qui garantisse la continuité du combat malgré les coups portés par l'adversaire, ses polices et ses corps de répression, etc.

Il va de soi que tous les militants ne peuvent affronter toutes ces tâches avec une égale efficacité, surtout les affronter toutes en même temps : certains seront plus aptes à telle ou telle tâche d'organisation économique, d'agitation ou de propagande, de critique théorique ou d'administration, d'organisation des forces du parti ou de sa défense, et ils devront y consacrer le plus clair de leur temps et de leurs efforts.

Le parti révolutionnaire n'a rien à voir avec un cénacle de penseurs se contentant de diffuser à l'extérieur les produits d'élucubrations intellectuelles plus ou moins heureuses : la théorie révolutionnaire elle-même ne serait pas une **arme de combat** sans l'effort constant pour se lier à la lutte sociale permise par la situation historique existante, sans l'effort constant pour influencer et l'organiser.

Il n'est pas davantage un groupe de conspirateurs cultivant l'image du héros révolutionnaire qui modifie par son indomptable volonté le cours de l'histoire humaine, car l'histoire est faite par des foules immenses dont il s'agit de rendre efficaces les élans révolutionnaires par une direction appropriée aux buts réels de la lutte.

Le parti communiste n'est pas non plus une sorte de phalanstère-refuge où se développerait en serre la préfiguration de l'homme futur échappant déjà à la division sociale du travail, aux mutilations et aux misères de la société bourgeoise.

Le parti se veut une **organisation de combat révolutionnaire**. Chaque militant trouve sa place dans l'organisation différenciée et structurée, où il accomplit avec le maximum de conscience sa tâche dans l'intérêt collectif. Et, à côté de cette tâche qui exige de lui une entière **discipline**, il s'intéresse à tous les aspects de la vie du parti, à son

orientation, à son expérience dans tous les domaines, par sa participation à la section du parti à laquelle il appartient, et ce au même titre que tout autre membre, quelle que soit sa fonction et sa responsabilité. Bref, le militant communiste est celui qui se sent effectivement **responsable du parti**.

Il est clair qu'autour du parti existent et existeront toujours des cercles d'influence plus ou moins larges, dont les membres entreront plus ou moins régulièrement et avec plus ou moins de disponibilité dans des actions de parti. Cette « zone d'influence », où existe une forte sympathie pour le parti et son action, est absolument indispensable à la lutte révolutionnaire. Mais le parti doit aussi savoir sur quelles forces il peut compter en toute occasion et doit donc **organiser à part** les camarades dont il centralise effectivement toute l'activité, sur lesquels il exerce un **contrôle effectif et permanent**, bref, ceux dont il peut se sentir **entièrement responsable**. Ceux-là seuls sont des **militants communistes**, tandis que les autres camarades sont des sympathisants dont l'activité, encadrée de façon plus lâche, n'en est pas moins précieuse pour la révolution, et qui pourront demain devenir des militants.

Cette **aptitude des révolutionnaires à se discipliner** à l'encadrement du parti, qui est le véritable critère du militantisme communiste, ne tombe pas du ciel. Elle suppose d'abord un **accord total avec le programme du parti**, ses buts, ses principes, ses méthodes d'action et de travail. Sans cet accord, la **discipline dans l'action** serait trop aléatoire, trop souvent enfreinte pour ne pas porter préjudice à l'efficacité de la lutte révolutionnaire.

Mais cela ne suffit pas. Pour que la discipline ne soit pas seulement **formelle**, mais comporte le nécessaire coefficient d'**initiative révolutionnaire** des membres du parti sur lequel repose notre centralisme marxiste, il faut qu'elle soit **pleinement consentie**. Cela n'est possible d'un côté que parce que le parti exprime réellement les besoins révolutionnaires de la classe prolétarienne et se démontre capable d'une direction politique juste. Mais cela exige, de l'autre côté, des militants **dévouement personnel, engagement et disponibilité militante, et même enthousiasme révolutionnaire**.

Le militant communiste est celui qui sait s'arracher de l'esprit et du cœur les classifications dans lesquelles l'a rangé cette société bourgeoise en putréfaction, celui qui,

(Suite de la page 3)

Les racines de la violence au Salvador

(Suite de la page 1)

paysans salvadoriens (FECCAS). Ces organisations se caractérisent par leur caractère extrêmement militant, leur union, leur loyauté et leurs alliances et coordinations dans l'action concrète avec les organisations prolétariennes et progressistes de la ville. Leur caractère militant est le reflet de leurs conditions précaires » (ibid.).

Une autre source déjà citée écrit : « Les travailleurs ruraux se sont organisés en associations de classe avec un programme revendicatif concret. La FECCAS regroupe, croyons-nous, 10.000 membres et l'Union des travailleurs de la campagne (UTC) 7.000. Ces deux organisations, sans personnalité juridique, ont un grand poids parmi les travailleurs. Leurs revendications [...] visent à la reconnaissance du droit de syndicalisation et à l'accès facile au fermage » (2). Comme on le voit, le prolétariat agricole a entraîné avec lui les semi-prolétaires et les paysans pauvres, ce qui a été favorisé par l'augmentation massive des fermages, puisque du fait de l'élimination massive du colonat, « le fermage est devenu le moyen le plus important des paysans pour avoir des terres » (3).

De son côté, la bourgeoisie s'est organisée pour faire face aux luttes des masses travailleuses de la campagne en mobilisant ses bandes parallèles (ORDEN), ainsi que la Garde nationale et l'armée. La répression est féroce. Mais dans leur lutte, le prolétariat agricole et la paysannerie pauvre ne sont pas seuls, car ils sont parvenus à établir des liens étroits avec un mouvement ouvrier urbain en plein développement. Nous parlerons de ce dernier dans notre prochain numéro.

(2) Ibidem, p. 586.

(3) Estudios sociales centroamericanos, n° 25, janvier-avril 1980.

LIBAN

Le manque de place nous oblige à reporter au prochain numéro un article analysant la situation au Liban.

La bourgeoisie commence à avoir peur

(Suite de la page 1)

Les frayeurs de la bourgeoisie allemande, comme celles de la bourgeoisie italienne sont tout à fait justifiées. Elles en sont en effet à s'inquiéter que les tortures subies par les otages qu'elles détiennent dans leurs prisons ne finissent par réveiller l'instinct de lutte dans des secteurs plus larges de la classe ouvrière et, en particulier, de sa jeunesse.

De son côté, la démocratie Anglaise est en train de se rendre compte que la barbarie avec laquelle elle traite les prisonniers irlandais et en particulier Bobby Sands et ses camarades en grève de la faim, depuis près de 2 mois, aiguise la lutte en Irlande même. Otages d'un mouvement de révolte sociale endémique, leur persécution est ressentie comme la persécution de tout le mouvement des ouvriers catholiques d'Irlande. En plein état de guerre, de violentes manifestations ont opposé à la veille de Pâques la jeunesse de Derry aux troupes britanniques. Deux manifestants ont été tués.

Autre sujet de crainte : les ouvriers irlandais ne sont plus seuls. C'est en un puissant écho à leur lutte qu'ont répondu, même inconsciemment, les émeutes de Brixton par lesquelles l'émigration jamaïcaine porte la révolte sociale au cœur de la métropole. Le week-end de Pâques a lui aussi connu ses flambées de révolte noire dans la banlieue de Londres.

Quant à la France également démocratique, elle aussi s'inquiète, malgré le calme social apparent. Elle réprime sauvagement dans les DOM-TOM, embastille à tour de bras tout ce qui bouge — régionalistes ou anti-nucléaires, autonomes ou terroristes — persécute quotidiennement les travailleurs

immigrés, un secteur où elle craint des réactions à plus vaste échelle. Il est symptomatique que les forces liées à l'Eglise et au PS se soient lancées dans une campagne, appuyée sur la grève de la faim de Lyon, pour dénoncer les expulsions de jeunes immigrés au nom de la défense de la société contre « la

montée de la violence », et pour ne pas avoir à connaître un Brixton en France !

La classe bourgeoise des métropoles impérialistes a raison d'avoir peur. Sous ses pieds, c'est un volcan gigantesque qui doit se réveiller : celui de la lutte prolétarienne de classe !

Sigurd Debus

Tombé dans la lutte contre la répression bourgeoise

Militant anarchiste condamné en 1975 à douze ans de prison pour « terrorisme », Sigurd Debus participait depuis deux mois à la grève de la faim des prisonniers politiques dont nous avons parlé longuement dans notre n° 334. Il est mort.

Comme Holger Meins mort dans les mêmes conditions que lui, comme Ulrike Meinhof et Andreas Baader « suicidés », comme Carl Raspe et Gudrun Ensslin « trouvés morts » dans leurs cellules, comme tant d'autres, Debus est tombé dans la lutte contre l'ordre bourgeois.

On peut certes, et nous l'avons fait, critiquer les conceptions politiques qui sous-tendent les actions terroristes, démonter l'illusion de frapper ainsi efficacement l'Etat bourgeois, indiquer le véritable travail à mener aujourd'hui. Mais aucun prolétaire, aucun révolutionnaire, ne saurait marchander sa solidarité avec ceux qui se sont dressés contre l'ordre infâme de la société bourgeoise, contre ses flics et ses curés, ses juges et ses larbins « ouvriers ».

On ne peut les critiquer, d'ailleurs, que si on se place sur le terrain de l'opposition frontale à cette société, sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat contre toutes les formes de l'exploitation et de l'oppression bourgeoises. Et c'est seulement sur ce terrain qu'on peut préparer une véritable lutte contre la répression.

La plupart des prisonniers ont dû cesser la grève de la faim : ils ont fait tout ce qu'ils ont pu. Dans un tract diffusé après la mort de Debus, nos camarades en Allemagne montrent qu'il est « plus que jamais nécessaire de lutter, dehors, pour que les revendications des prisonniers soient satisfaites, nécessaire de lutter contre toutes les manifestations de la répression bourgeoise, nécessaire

de lutter pour la libération des prisonniers politiques ».

Ils expliquent que « la bourgeoisie essaiera d'exploiter le cadavre de Sigurd Debus et l'arrêt de la grève de la faim pour répandre la démolition. Il est plus nécessaire que jamais de poursuivre les efforts pour consolider et élargir la lutte pour la solidarité avec les victimes de la répression, de la terreur policière, de la justice bourgeoise ». Et ils montrent qu'une claire perspective prolétarienne est plus que jamais nécessaire pour soustraire les efforts de solidarité contre la répression au piège de l'hypocrisie démocratique.

Ils montrent qu'il faut œuvrer à la constitution d'un « mouvement contre la répression bourgeoise qui :

- attise la haine de classe prolétarienne contre cette société ;
- prenne en charge sans discrimination la solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise ;
- organise cette solidarité contre l'Etat bourgeois ;
- combatte les illusions démocratiques et ne se laisse pas piéger par les organisations qui prêchent le calme ;
- travaille en vue de l'organisation d'une autodéfense prolétarienne ;
- renforce par toute cette attitude la capacité de résistance des prisonniers, la combativité des mouvements de soutien et le nombre des combattants ».

Même si l'Allemagne, miraculée de la démocratie, est aujourd'hui à l'avant-garde du terrorisme bourgeois, les prolétaires du monde entier ont et auront toujours plus à affronter la même répression, ouvertement totalitaire, démocratique ou social-démocratique. Dans le monde entier il faut préparer les conditions d'une véritable défense de classe.

**Solidarité avec les
emprisonnés de Blida !**

Adressez vos chèques à l'ordre de SARO
avec mention « Solidarité Algérie »

**Aidez au développement de
la presse du parti. Souscrivez.**

Pour le militantisme communiste !

(Suite de la page 3)

qu'elle que soit son origine sociale, fait profession de communisme, dédiée à la cause prolétarienne le meilleur de son temps disponible et de ses efforts, celui qui parvient à fondre ses aspirations personnelles dans les aspirations collectives de la classe prolétarienne de tous les pays, et intègre son action dans celle du parti international de combat qui se fait l'expression et l'organe de la lutte révolutionnaire.

Ces critères du militantisme révolutionnaire sont précisément ceux que le marxisme a défendus dès sa naissance et qui constituent une des caractéristiques du parti communiste. Ce sont ceux que les bolchéviks tentèrent de réintroduire dans les partis communistes occidentaux où ils se heurtèrent, à quelques glorieuses exceptions près, comme celle de la Gauche communiste en Italie, à la terrible inertie produite par l'ambiance démocratique.

La démocratie avait fait pénétrer dans les milieux révolutionnaires européens et même dans certaines couches du prolétariat le philistinisme petit-bourgeois, les idées d'autonomie personnelle et d'éthique individuelle, le refus de toute véritable discipline collective et l'exaltation de l'individualisme. Elle y avait affaibli l'esprit de dévouement et de sacrifice qu'exige au plus haut point le militantisme révolutionnaire, parce que la révolution est bien l'acte qui exige de la classe dont la mission est de libérer l'humanité entière de l'esclavage le plus d'esprit de sacrifice et l'abnégation.

Ces conditions qui ont largement expliqué l'incapacité de l'Europe à venir dans les

années 20 au secours de la Russie prolétarienne, sont encore plus pesantes aujourd'hui après cinquante années de contre-révolution triomphante, de fascisme et de démocratie impérialiste, qui ont poussé l'esprit de « responsabilité limitée », de « sécurité sociale », et d'assistance au plus haut degré, amoindrissant encore chez les prolétaires le sens de la lutte collective et l'esprit de disponibilité pour la lutte.

Ce terrible handicap peut cependant être compensé, dans un parti véritablement international, par l'afflux de sang neuf apporté par des militants et des prolétaires poussés à la lutte dans des pays de capitalisme jeune, où la corruption démocratique est moindre et les réserves sociales extrêmement faibles.

Il peut être combattu par les effets d'une vie interne qui favorise la plus grande sensibilité aux luttes plus avancées qui se développent dans ces aires économiquement arriérées et exalte le militantisme véritable, encore entravé dans la vieille Europe par les effets de l'opium démocratique et réformiste entretenu par l'impérialisme et l'intensité encore faible des secousses prolétariennes, par « la mise en prise directe » la plus étroite des militants du parti avec les luttes sociales, même si elles sont encore faibles dans les pays de capitalisme le plus coriace, mais où les signes avant-coureurs de tempêtes à venir ne manquent plus.

Le militant communiste n'est pas seulement celui qui doit se trouver à la tête des luttes prolétariennes et du flux social montant pour lui donner sa pleine efficacité, comme il doit aussi être celui qui tient bon dans les phases de reflux de la lutte et sait résister à contre-courant. Il doit être aussi celui qui est capable de s'enflammer pour toutes les luttes qui éclatent dans n'importe quel coin, même le plus reculé de la planète, et s'efforce de traduire leurs besoins en exigences de parti, de travail de parti, de préparation de parti. Il est celui qui, dans tous les épisodes de cette vaste lutte qui embrasse tous les continents, et dans toutes les phases de ce mouvement multiforme, agit avec la même certitude de la victoire que si la révolution était proche et se déroulait sous nos yeux.

C'est dans la mesure où le parti parviendra à forger ce type de militants qu'il conquerra la capacité de guider la classe prolétarienne vers son émancipation.

Vie du Parti

● Rapport politico-organisateur à la Réunion générale du Parti

Le rapport politico-organisateur fait à la dernière réunion générale visait à placer le parti devant les responsabilités qui découlent tant du développement de la situation que de l'accroissement de ses propres forces.

Le monde capitaliste est entré irréversiblement dans une période d'instabilité, de crises, de conflits grandissants. Bien que celle-ci ne se développe pas de façon continue et ne se manifeste pas avec la même intensité partout, elle pousse à une reprise générale de la lutte de classe. Si on considère les choses à l'échelle internationale, on doit constater que le parti est déjà en retard sur cette reprise : de formidables luttes ouvrières, de l'Algérie à la Pologne, de la Turquie au Brésil, appellent objectivement des réponses qui sont précisément celles qu'il a toujours défendues.

De même que la disparition du mouvement indépendant de classe pendant des décennies résultait de la conjonction du boom économique et de la destruction politique et physique du mouvement communiste international, la reprise exige la convergence des luttes spontanées suscitées par la crise qui se développe et de l'action consciente et volontaire du parti. Cette convergence et la reprise elle-même ne sont pas un phénomène « instantané », mais un processus long et tourmenté au cours duquel l'interaction dialectique des luttes et de l'intervention du parti produit à la fois l'essor des luttes et des organisations immédiates,

Lisez et diffusez
il programma comunista
◆
el comunista

le renforcement et l'agrandissement du parti, et le lien politique et pratique entre le parti et la classe.

La présence effective et l'intervention du parti sur le terrain pose divers problèmes, qu'on a essayé de mettre en évidence à partir de notre développement réel dans les différents pays. Pour des raisons historiques évidentes, notre implantation est encore essentiellement européenne, alors que les luttes sociales sont plus avancées dans les pays de jeune capitalisme. Dans ces pays, l'absence de toute tradition communiste ne facilite pas notre travail, rendu cependant urgent par la naissance d'un large mouvement ouvrier spontané. Mais même dans les pays encore relativement peu secoués par la crise, notre intervention n'a plus le même caractère qu'il y a 20 ou 10 ans. Elle ne peut plus se borner à la propagande générale, mais doit en plus répondre toujours plus directement aux besoins d'orientation et d'organisation ressentis, sinon par les masses, du moins par l'avant-garde secrétée par les luttes.

Pour cela, il ne suffit pas de posséder notre théorie, il faut en plus l'appliquer à une étude précise du terrain, des forces sociales et politiques intervenant ici ou là. Il faut en plus « accrocher » notre propagande et notre agitation aux situations et aux problèmes auxquels les prolétaires se trouvent confrontés. Il faut en plus apporter à chaque pas du mouvement des réponses qui, pour être intégrées à notre réponse générale et historique, n'en sont pas moins partielles et immédiates.

Cela exige aussi, et c'est là-dessus que le rapport a insisté, la mise en place d'une véritable organisation de parti avec tout ce que cela comporte. Tout comme Lénine en 1903, on a montré que notre retard dans le domaine de l'organisation est devenu une entrave au développement de notre travail politique. On a indiqué dans quel sens il faut travailler pour doter le parti d'une structure qui le rende capable de répondre rapidement et de façon centralisée aux événements, de coordonner et de diriger toute son activité, de s'efforcer de maîtriser son propre développement international.

Divers aspects de ce rapport seront développés ultérieurement dans la presse.

SOUSCRIPTION PERMANENTE LISTE N° 8

Angers : 268,50 F ; Lille : 1.460 F ; Rouen : 400 F ; Strasbourg : 546 F ; Toulouse : 101,50 F ; Cheminot : 32,50 F ; Des abonnés : 100 F, 10 F.

« Solidarité Algérie » : Lille : 160 F ; Angers : 246 F ; Lyon : 500 F ; Laval : 102 F ; Strasbourg : 385 F ; Toulouse : 100 F ; Toulon : 800 F.

TOTAL 5.211,50 F
TOTAL PRECEDENT 46.261,00 F
TOTAL GENERAL 51.472,50 F

Réduction du temps de travail !

(Suite de la page 1)

férence la femme, doit renoncer à travailler. On dore la pilule en proposant des primes de départ « volontaire » (15 mois de salaire à l'entreprise LMT) : cela permet au patron d'économiser les primes et indemnités et le travailleur se retrouve sans ressources au 16^e mois... puisqu'il est parti de son plein gré !

A Citroën, on étudie une formule de salaire minimum pour ceux qui accepteraient d'être des chômeurs « volontaires », temporaires, restant attachés à l'entreprise, salaire généreusement fixé entre 800 et 1.200 francs selon la

situation de famille ! (c'est même inférieur aux projets gouvernementaux de salaire maternel !). Procédé qui tend à introduire en France — mais avec une pression bien plus forte sur le salaire — le système italien du chômage partiel, la « cassa integrazione » qui avait provoqué la révolte des ouvriers de la Fiat en septembre 1980. C'est le même mécanisme — division des travailleurs et réduction à la portion congrue d'une partie d'entre eux — qui commande la mise à la retraite anticipée, avec salaire amputé de 30 à 40 % des travailleurs plus âgés et plus coûteux pour l'entreprise — alors même qu'on refuse obstinément de ramener l'âge de la retraite à 60 et 55 ans pour les travailleurs.

Mais, en plus de l'intérim, en pleine expansion, de plus en plus d'entreprises pratiquent aussi carrément pour tous les ouvriers le travail à la carte : bien entendu, c'est le patron qui décide du menu ! Citroën, Peugeot, Ford imposent couramment à leurs salariés des 5, 10, 15 jours par mois de lock-out déguisés, en pleurant misère et en invoquant la crise de l'automobile. Et c'est maintenant Renault, le champion du succès commercial qui gratifie ses ouvriers de 2 à 5 jours de

« chômage technique » — alors que les cadences ne cessent d'augmenter, et qu'on élimine dans les ateliers ceux qui ne tiennent pas le chronomètre ! La direction a beau camoufler la perte de salaire en versant ce mois-là une prime due de toutes façons, ou en demandant aux ouvriers, avec la complicité de la CGT, de prendre leurs jours d'ancienneté dans cette période, cela ne change rien à l'attaque.

A la fin du siècle dernier, les mineurs de Carmaux se mirent en grève contre le chômage épisodique imposé par le marquis de Solages, leur patron, selon son bon plaisir. Les marquis passent, mais le capitalisme, en l'absence de lutte collective, continue d'imposer son bon plaisir, malgré les lois sociales et soi-disant garanties comme la mensualisation : il feint de donner d'une main et reprend de l'autre.

Refusons l'appel — à sens unique — à la solidarité avec les patrons ! Refusons les mesures de division qui, en frappant les catégories les plus exposées — femmes, immigrés, travailleurs âgés, jeunes — font baisser le niveau de vie de toute la classe et affaiblissent ses capacités de riposte. Battons-nous pour arracher la réduction immédiate du temps de travail sans atteinte aux salaires, les 35 heures tout de suite et le SMIC à 4.500 francs !

Immigration : après la manifestation du 4 avril

Le 4 avril a eu lieu à l'appel de la MTI, de la CFDT et d'autres organisations démocratiques une manifestation contre les lois anti-immigrés et les expulsions qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes. Après la défaite de la lutte des foyers qui a constitué durant six années un ferment de résistance à l'offensive anti-immigrés sur un terrain de classe (mobilisation de travailleurs, appel à la solidarité ouvrière, organisation indépendante par rapport aux partis social-impérialistes et aux directions syndicales), les organisations qui n'ont jamais aidé la lutte et qui ont au contraire tout fait pour manœuvrer et saboter (bonzes CFDT, MTI, etc.) se découvrent subitement aujourd'hui la vocation de mobiliser les travailleurs.

Certes, malgré la forte présence des bonzes et des démocrates de tout poil (sans parler des gauchistes qui ont hier déserté la lutte des foyers), beaucoup de travailleurs et de jeunes immigrés sont venus à la manif. La combativité d'un certain nombre de militants de l'AMF, malgré l'orientation qui les guide, n'explique pas l'ampleur relative de la mobilisation. Celle-ci doit être plutôt recherchée dans le besoin réel de riposter aux attaques de la bourgeoisie (expulsions, non-renouvellement des papiers, regroupement familial,

question des sans-papiers, du logement, etc.), besoin qui se fait sentir parmi un grand nombre de travailleurs immigrés, même s'il est exprimé avec confusion.

Ce n'est évidemment pas la perspective en forme de voie de garage qu'offre la MTI (appel aux bonnes âmes charitables et aux organisations qui ont tout le temps trahi la lutte des travailleurs immigrés depuis la guerre d'Algérie jusqu'à la lutte des foyers) qui va permettre aux travailleurs combattifs de s'organiser et d'entraîner à la lutte leurs frères de classe en butte à l'exploitation et à la répression capitalistes. Ce n'est pas non plus la chaîne de grèves de la faim (Lyon, Paris) sous le patronage des curés qui va faire reculer la bourgeoisie.

Les groupes de travailleurs immigrés qui existent doivent au contraire s'appuyer sur le besoin qui s'exprime çà et là de riposter aux attaques de la bourgeoisie et du réformisme sur le terrain de la lutte et de l'organisation collectives. Il est clair qu'une telle initiative n'a rien à attendre de la MTI et des bonzes de la CFDT qui ont montré une fois de plus de quel côté ils sont en essayant d'empêcher les militants de l'Association des étudiants sénégalais en France (AESF) de porter une banderole qui dénonce le PCF.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente le 2^e samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc

● A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices tous les samedis, de 11 h à 12 h.

● A Avignon : vente aux Halles, place Ple, tous les samedis de 11 h à 12 h.

● A Besançon : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze jours, soit les 3, 17 et 31 mai, etc.

● Au Havre : vente au marché d'Harfleury le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : 17, rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche, de 14 h à 16 h, les samedis 2, 16 et 30 mai, etc.

● A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● A Toulon : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 10 et 24 mai, etc.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 10 et 24 mai, etc.

● A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourges-Valence, place de la Liberté, soit les 10 et 24 mai, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE

el-oumami

N° 15 - MAI 1981

EN LANGUE ARABE

Vive la lutte des masses marocaines ! — La farce du « multipartisme » en Tunisie — Les prolétaires polonais en première ligne — La nature réactionnaire des « frères musulmans ».

EN LANGUE FRANÇAISE

Après la grève générale de Kabylie : pour l'organisation autonome des masses ! Pour le parti de classe révolutionnaire ! — Vive la lutte des masses marocaines ! — Contre toutes les discriminations, égalité totale des droits pour les femmes ! — L'oppression des femmes dans le « socialisme arabo-islamique » — Tunisie : les investissements français n'arrêteront pas la lutte des classes ! — Libération immédiate de tous les emprisonnés en Algérie ! — Correspondances sur les luttes sociales en Algérie — Immigration : sur l'orientation de l'ancien Comité de Résidents de Saint-Denis — Nous sommes tous des prolétaires polonais ! — Après la tentative de coup d'Etat en Espagne — Lutte de classe, parti révolutionnaire et action militaire — Les Fédayins iraniens à l'épreuve des faits.

Directeur-gérant SARO
Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS
Distribué par les MNPP
No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926